

Enorme ! Le parti au pouvoir en Pologne fait de la pub dans le Figaro pour se défendre !

écrit par Antiislam | 21 janvier 2016

Le nouveau gouvernement du PIS a, sans tarder, engagé les réformes pour lesquelles les Polonais l'ont élu, avec, en priorité, le système fiscal, le soutien aux familles, l'éducation, la santé et la justice. Ces réformes sont conformes à la constitution polonaise et aux valeurs européennes.

La Pologne a un gouvernement majoritaire. L'opposition est représentée comme il se doit dans les commissions du parlement et dirige même celle des Affaires Étrangères.

La Pologne est un état démocratique, décentralisé. Communes, districts et régions sont autonomes. Quinze régions sur seize sont contrôlées par la Plateforme Civique (PO) et n'ont pas été affectées par le résultat des élections législatives.

La liberté d'expression a été rétablie. Les manifestations anti-gouvernementales sont tolérées. La presse est totalement libre, si ce n'est qu'elle est en majorité contrôlée par de puissants groupes de médias allemands.

Internet n'est pas censuré. Il serait impensable que des informations soient tenues sous silence, comme cela s'est passé récemment, en Allemagne, pour les événements de Cologne et d'ailleurs.

La Pologne est un pays sûr. Il ne s'y passe pas d'exactions massives, sexuelles, raciales ou autres. Les festivités du Nouvel-An, et autres manifestations, se sont déroulées tranquillement, sans entraves ni interférences abusives des autorités. Sans aucun doute, cette situation est bien meilleure que dans la plupart des pays de l'Union européenne.

En Pologne, les droits des femmes sont protégés. Elles ne vivent pas dans la crainte d'être agressées dans la rue et peuvent s'habiller comme elles l'entendent. Les autorités n'en sont pas venues, à la différence de celles de l'Allemagne, à leur donner des conseils avilissants, comme de ne pas porter de tenues provocantes ou d'éviter de se promener seules.

La Pologne est un pays libre, démocratique et stable, respectueux des valeurs européennes. Mais aussi souverain dans l'élaboration de son ordre juridique interne, conformément à la volonté, démocratiquement exprimée, de la nation.

La Pologne est enfin un pays ouvert et responsable. Parce qu'elle est l'un des plus grands pays de l'Union, elle apporte une contribution inestimable au développement et à la sécurité de l'Europe.

Le nouveau gouvernement du PIS a, sans tarder, engagé les réformes pour lesquelles les Polonais l'ont élu, avec, en priorité, le système fiscal, le soutien aux familles, l'éducation, la santé et la justice. Ces réformes sont conformes à la constitution polonaise et aux valeurs européennes.

La Pologne a un gouvernement majoritaire. L'opposition est représentée comme il se doit dans les commissions du parlement et dirige même celle des Affaires Étrangères.

La Pologne est un état démocratique, décentralisé. Communes, districts et régions sont autonomes. Quinze régions sur seize sont contrôlées par la Plateforme Civique (PO) et n'ont pas été affectées par le résultat des élections législatives.

La liberté d'expression a été rétablie. Les manifestations anti-gouvernementales sont tolérées. La presse est totalement libre, si ce n'est qu'elle est en majorité contrôlée par de puissants groupes de médias allemands.

Internet n'est pas censuré. Il serait impensable que des informations soient tenues sous silence, comme cela s'est passé récemment, en Allemagne, pour les événements de Cologne et d'ailleurs.

La Pologne est un pays sûr. Il ne s'y passe pas d'exactions massives, sexuelles, raciales ou autres. Les festivités du Nouvel-An, et autres manifestations, se sont déroulées tranquillement, sans entraves ni interférences abusives des autorités. Sans aucun doute, cette situation est bien meilleure que dans la plupart des pays de l'Union européenne.

En Pologne, les droits des femmes sont protégés. Elles ne vivent pas dans la crainte d'être agressées dans la rue et peuvent s'habiller comme elles l'entendent. Les autorités n'en sont pas venues, à la différence de celles de l'Allemagne, à leur donner des conseils avilissants, comme de ne pas porter de tenues provocantes ou d'éviter de se promener seules.

La Pologne est un pays libre, démocratique et stable, respectueux des valeurs européennes. Mais aussi souverain dans l'élaboration de son ordre juridique interne, conformément à la volonté, démocratiquement exprimée, de la nation.

La Pologne est enfin un pays ouvert et responsable. Parce qu'elle est l'un des plus grands pays de l'Union, elle apporte une contribution inestimable au développement et à la sécurité de l'Europe.

Ci-dessus l'encart qui figurait dans « le Figaro » du 19 janvier dernier.

Nous sommes dans une situation et inédite et inacceptable où un pays souverain est mis sous surveillance et sommé de s'expliquer, de se justifier devant les instances européennes !!!!

Mardi 19 janvier, la première ministre du pays, Beata Szydlo, a fait le déplacement à [Strasbourg](#), pour s'expliquer devant le Parlement européen sur deux mesures controversées concernant les [médias](#) et la [justice](#), adoptées ces dernières semaines. Le 13 janvier, la Commission européenne a lancé contre le pays une procédure totalement inédite de « sauvegarde de l'Etat de droit ».

http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/01/20/la-pologne-defend-ses-projets-contre-verses-devant-le-parlement-europeen_4850131_3214.html

Situation si inédite que le parti au pouvoir se sent obligé de payer l'insertion d'un communiqué dans la presse des autres pays européens (on suppose qu'ils ne l'ont pas fait qu'en France) pour se justifier.

Cet encart, payé par un parti polonais, a donc pour but de défendre la Pologne contre la meute européiste qui la met en accusation.

En substance:

« La Pologne est un pays démocratique. Chez elle la Police et les médias ne conspirent pas à cacher des viols massifs » etc,etc.

C'est assez croquignolet face aux leçons de morale « démocratique » permanentes de l' U « E » ...

L'U « E » que Sapir désormais caractérise comme une « tyrannie » (sic).

Note de Christine Tasin

Ne faut-il pas voir dans les tentatives d'intimidation des instances européennes la peur panique de voir le modèle Orban se développer en Europe et, comme une traînée de poudre, se disséminer partout en Europe ? Et, surtout, ne faut-il pas voir dans les précautions oratoires qu'ils prennent tout de même le sentiment de leur impuissance face à un vent euro-sceptique et anti-migrants qui se développe peu à peu dans tous les pays ? Ils aboient mais que sont-ils et que peuvent-ils faire face à des gouvernements qui écoutent et privilégient leurs peuples ?

Tout cela est diablement intéressant. A suivre...

M^{me} Szydło, 52 ans, membre du PiS, le parti droit et justice du charismatique Jarosław Kaczyński, s'est livrée d'assez bonne grâce à l'exercice. Mais pas sûr que [ses](#) échanges avec les eurodéputés, qui ont duré en tout près de trois heures,

influent sur les projets de son gouvernement, alors que nombre de diplomates européens redoutent que ce dernier n'emboîte le pas à Viktor Orban, le premier ministre hongrois qui, ces dernières années, a progressivement introduit une démocratie « autoritaire » dans son pays.

« Un sentiment d'injustice »

De fait, la discussion avait tout du dialogue de sourds. M^{me} Szydlo n'a rien lâché sur le fonds, niant que les mesures prises à l'endroit du tribunal constitutionnel polonais aient pour objet de le [neutraliser](#). « Mon parti n'a jamais voulu [dominer](#) le tribunal constitutionnel, mais uniquement [rétablir](#) un certain équilibre. » Les changements intervenus, avec la nomination de cinq nouveaux juges, au mépris des procédures ? « Ils rendront les avis de la Cour plus démocratiques. On nous fait un débat [politique](#), pas juridique. »

La loi consistant à [confier](#) la nomination des dirigeants de l'audiovisuel public au ministre du trésor ? « Nous souhaitons rétablir le caractère impartial des médias publics, ils ont besoin de plus de pluralisme et de neutralité », affirme encore la première ministre. « Je suis venue ici parce que j'ai un grand sens des responsabilités, mais j'ai vraiment un sentiment d'injustice. La [Pologne](#) est un pays démocratique, ces [débats](#) sont dégradants, ils n'ont pas de sens », a-t-elle conclu en fin de soirée, mardi à Strasbourg.

Le vice-président de la commission, Frans Timmermans, s'est employé à [justifier](#) la ligne dure de la Commission. « Nous agissons de façon non partisane, en respectant la souveraineté de la Pologne », a cependant assuré le responsable européen, à l'origine, quand il était ministre des [affaires étrangères](#) des [Pays-Bas](#), de la procédure de « mise sous surveillance graduelle » activée par la Commission.

Quant aux eurodéputés des partis majoritaires (les conservateurs du PPE, les sociaux-démocrates, les Libéraux), ils ont lissé leurs critiques, soucieux d'éviter au maximum de [provoquer](#) un gouvernement prompt à [dénoncer](#) l'« ingérence » de Bruxelles. Les Allemands de l'hémicycle se sont fait tout particulièrement discrets, à [commencer](#) par Martin Schulz, le président du Parlement, dont les critiques sur la « poutinisation » de la Pologne, il y a quelques semaines, avaient fait [bondir](#) à Varsovie. Les dirigeants polonais lui avaient tout de suite répondu en convoquant le [souvenir](#) du troisième Reich... Manfred Weber, le président du PPE au Parlement, s'est également abstenu, « pour [éviter](#) qu'on l'accuse d'être

une courroie de transmission de Merkel », explique une source au parti conservateur.

Stratégie risquée

Les institutions européennes semblent en tout cas très inquiètes et embarrassées par ce bras de fer qui s'est enclenché avec la Pologne. Et ce d'autant plus qu'elles sont déjà confrontées à une situation inédite et dramatique de « poly-crises » (migrants, terrorisme, référendum britannique, etc), selon l'expression de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission.

Cette dernière a certes appris de l'exemple Orban. A partir de 2010, le premier ministre hongrois avait progressivement instauré un pouvoir autoritaire dans son pays sans qu'elle ait vraiment les moyens de le contrer (elle avait dû se contenter de lancer des procédures d'infraction, sur la retraite forcée des juges, par exemple, ou contre une décision mettant fin prématurément au mandat de l'Autorité de protection des données). La procédure « préventive » déclenchée le 13 janvier, a été précisément mise en place en mars 2014, après cet « épisode Orban », pour que la Commission soit moins démunie à l'avenir.

Pour autant, à Bruxelles, beaucoup considèrent cette stratégie de la fermeté comme très risquée **et, de nature, si elle paraît trop intrusive, à alimenter le discours eurosceptique du gouvernement polonais et à l'aider à cimenterson opinion publique autour de ses projets.**

Le Parlement européen semble, lui, de plus en plus divisé, donc, affaibli, dans ses prises de positions sur l'État de droit. Il est pourtant traditionnellement très à cheval sur ces questions et a protesté avec constance contre la politique d'Orban, poussant la Commission à agir, notamment mi-décembre 2015, avec le vote d'un avis sur des lois très controversées concernant le traitement des migrants.

Mais aujourd'hui, nombre d'élus constatent que les discours populistes et réactionnaires se banalisent partout en Europe, et pas seulement en Pologne. Difficile du coup, pour les sociaux-démocrates, de « taper » sur ce pays en toute bonne conscience quand un dirigeant de leur famille politique, le président tchèque, Milos Zeman, dit que l'intégration des musulmans dans les sociétés européennes est « pratiquement impossible ». Ou quand le premier ministre slovaque, Robert Fico, également socialiste, refuse d'accueillir des réfugiés

syriens. Et que dire de la délégation danoise, qui soutient une loi permettant à la police de saisir les biens personnels des réfugiés pour financer leurs aides ?

Proposition d'Agnès

Afin de montrer au gouvernement polonais qu'il n'a pas à se justifier de vouloir rester maître chez lui et de défendre les intérêts du peuple polonais (ce qui est tout à son honneur), je propose d'envoyer une lettre de félicitations à l'ambassade de Pologne.

Pour que cela ait un impact encore plus important, il faudrait que des milliers de Français en même temps fassent une demande d'asile politique en Pologne, en Hongrie, en Russie et que l'on fasse une grosse publicité là-dessus . Que les ressortissants du pays des droits de l'Homme gouverné par la gauche caviar droitsdelhommiste demandent l'asile politique à des pays de l'Est Européen ; à mon avis, ce serait un symbole fort.